

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## FRANCE

### Le système des impôts pénalise les femmes

**Q**uels sont les enjeux de la finance pour les femmes ? Comment intégrer une perspective féministe au système des impôts ? Pourquoi les femmes investissent moins que les hommes ? Quel est le manque à gagner pour la société ?

Dès le plus jeune âge, on enseigne aux jeunes filles les valeurs du service et du “faire plaisir”. On leur demande de se tenir droite, de sourire et d’être calmes. Alors, les petites filles obéissent pendant qu’on s’amuse à voir les petits garçons courir d’un bout à l’autre de la pièce, prendre des risques, bruyants et intrépides. Ces rôles qu’on assigne dès la naissance ont des conséquences aussi, sur le rapport qu’iels entretiendront avec l’argent.

La majorité des foyers français est constituée d’un couple hétérosexuel dans lequel l’homme gagne plus d’argent que la femme. Dans une union libre, chaque membre déclare ses revenus et paie des impôts sur ces revenus : les hauts salaires paient plus d’impôts que les bas salaires

Mais chacun-e paie sa part proportionnellement à ce qu’i-el gagne. Dans le cas d’un couple marié ou pacsé, on considère qu’ils forment un seul foyer fiscal et on applique alors le quotient conjugal : on additionne les deux salaires, puis on le divise par le nombre de part dans le foyer (dans un foyer sans enfant, 2 parts). Ainsi, les deux personnes se retrouvent à payer ensemble des impôts sur la somme des deux salaires. Le plus bas salaire se retrouve donc à payer beaucoup plus d’impôts qu’avant (en moyenne +6 points), à l’inverse du haut salaire, qui en paie beaucoup moins (en moyenne -13 points). Ce système pousse par ailleurs le haut salaire à gagner toujours plus d’argent, et au bas salaire à en gagner toujours moins. La baisse d’activité salariale des femmes va souvent de paire avec la hausse du travail non rémunéré, domestique et/ou parental ; ce travail - qui a un coût - laisse tout le champ libre à l’homme de travailler sans compter pour gagner plus d’argent, et en dépenser moins pour l’emploi d’un service domestique et/ou de garde d’enfants.



Certaines solutions sont sur la table pour contrer les effets pervers du quotient conjugal, et l'une d'entre elles existe déjà ; le prélèvement individuel à la source. Il est possible de choisir que les impôts soient prélevés à la source et ainsi, que chacun·e paie des impôts en fonction de ses revenus. Cette semaine, la députée Marie-Pierre Rixain a déposé une PPL pour que ce prélèvement aujourd'hui facultatif devienne le prélèvement par défaut, souhait qu'a également formulé Elisabeth Borne en annonçant son effectivité dès 2025.

Mais les inégalités entre les femmes et les hommes autour des questions financières ne se cantonnent pas au système d'impôts. Comme la petite fille qui est incitée à jouer calmement aux poupées pendant que le petit garçon est applaudi pour ses prises de risques, les femmes sont moins informées et paraissent moins légitimes à investir leur argent.

La chercheuse Titiou Lecocq a remarqué que les femmes utilisent généralement leur revenu pour nourrir et soigner le foyer alors que l'homme investit dans ce qui constitue le patrimoine (appartement, voiture...). En cas de séparation, l'homme ayant investi est donc dans une position financière largement plus confortable que la femme qui a payé les courses.

C'est pour cette raison qu'en moyenne, la qualité de vie des femmes baisse d'environ 22% après un divorce, et de seulement 3% pour les hommes.

Les femmes épargnent davantage que les hommes, mais investissent moins. Elles sont moins éduquées aux finances et à la prise de risque financière : selon une étude Starling Bank, 90% des articles de finance destinés aux femmes leur expliquent comment faire des bonnes affaires pendant les soldes, alors que 70% de ceux destinés aux hommes valorisent l'investissement. Les femmes se dénigrent beaucoup plus fréquemment vis-à-vis de leurs compétences en mathématiques ou en finances et de manière générale, taisent leur souhait de gagner beaucoup d'argent. Ce tabou est, fort heureusement, en train de disparaître. Les banques réalisent petit à petit le manque à gagner financier d'ignorer les épargnes dormantes de la moitié de la population...

Sources :

*Le Monde*, "Pourquoi les impôts sont sexistes", 8 mars 2023.

*Le Monde*, "Placements financiers : pourquoi les femmes sont encore minoritaires ?", 14 mars 2023.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## POLOGNE

### Une activiste condamnée pour avoir fourni une pilule abortive à une femme en détresse

**J**ustyna Wydrzyńska, défenseuse des droits reproductifs et sexuels en Pologne, a été jugée coupable ce mardi 14 mars 2023 pour avoir aidé une femme en détresse à avorter.

Les faits se sont déroulés en 2020, au début de la pandémie de COVID-19. Une femme dénommée Ania vivait avec un mari violent a découvert qu'elle était enceinte de douze semaines. Dans l'incapacité de se déplacer dans un des centres d'informations, elle prend contact avec l'association Avortement sans frontière et Justyna Wydrzyńska lui envoie par la poste des pilules abortives qu'elle possédait. Le concubin de cette dernière a intercepté le colis et a dénoncé Justyna Wydrzyńska à la police.

Deux chefs d'accusation pesaient sur Justyna Wydrzyńska : "aide illégale à l'avortement" et "possession et commercialisation de substances interdites" (en l'espèce, le misopotrol). Alors que la deuxième charge a été abandonnée, elle a été jugée coupable de la première : c'est la première fois en Europe qu'une défenseuse des droits est condamnée pour un tel motif.

Elle a été condamnée à huit mois de travaux d'intérêt général à raison de trente heures mensuelles. Bien qu'elle ne soit pas condamnée à une peine de prison, cette condamnation instaure un précédent dangereux en Pologne et en Europe. Pendant le procès déjà, les organisations anti-IVG et pro-vie ont pu imposer leur discours menaçant pour les droits des femmes. Il suffit de prendre l'exemple du puissant lobby Ordo Liuris, qui a été autorisé par le juge à assister au procès en tant qu'amicus curiae, dans un rôle de soutien de l'accusation.

La militante a prévenu la presse qu'elle ferait appel de cette décision et qu'elle ne regrettait en aucun cas son geste, qu'elle recommencera tant que la situation le nécessitera.

Sources :

*Euractiv*, "Pologne : une militante pro-avortement comparait en justice", 14 juillet 2022.

*Libération*, "En Pologne, une icône de la lutte pour le droit à l'IVG condamnée", 15 mars 2023.

# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## MONDE

### Pourquoi les femmes du monde ont besoin d'une diplomatie féministe ?

**A** l'occasion du 23ème Mardi de la CLEF, cinq expertes de la diplomatie féministe se sont réunies pour discuter de la définition, des enjeux et des perspectives d'avenir de la diplomatie féministe à la française :

- Delphine O, Ambassadrice et Secrétaire générale du Forum Génération pour l'égalité
- Jocelyne Adriant-Mebtoul, Vice-présidente de la commission "Enjeux européens et internationaux" du Haut conseil à l'égalité (HCE)
- Mounia Chadi, chargée de programme Droits des femmes et égalité de genres à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Céline Mas, présidente d'ONU Femmes France
- Mireille Clapot, députée française.

La diplomatie féministe est une notion protéiforme, de façon générale caractérisant une diplomatie qui intègre les valeurs de droits des femmes et d'égalité de genre dans ses relations bilatérales et multilatérales. Elle s'est notamment concrétisée à la CSW (Commission sur le statut de la femme), rendez-vous annuel organisé par l'ONU, qui rassemble des diplomates, représentant-es de la société civile et des gouvernements de pays du monde entier, pour faire avancer les droits des femmes dans le monde.



Delphine O est experte de la diplomatie féministe française. Elle rappelle que le contenu des “diplomaties féministes” dépend de chaque pays : la Suède a été la première à adopter le concept, suivie par le Canada, le Luxembourg, la France, l’Espagne, le Mexique, l’Allemagne, les Pays-Bas, le Chili, la Colombie et l’Argentine. C’est également un souhait de la Libye et du Libéria, bien qu’il ne se soit pas encore concrétisé. On assiste donc à une profusion de diplomaties féministes, qui n’est pas restreinte à une poignée de pays dits du Nord.

La diplomatie féministe française se concrétise sur deux versants : faire infuser la perspective de genre dans toutes les composantes de l’action extérieure et mettre les droits des femmes et l’égalité de genre au top des priorités (au même titre que la sécurité, que les intérêts économiques...). La diplomatie féministe de la France s’illustre par ailleurs dans deux initiatives récentes : le prix Simone Veil de la République française (qui offre 100 000 euros et un soutien politique à un collectif ou une personne qui oeuvre pour l’avancée des droits des femmes dans son pays d’origine) et l’initiative Marianne qui récompense des défenseur·ses des droits du monde entier et les fait venir en France, leur offrant couverture médiatique et soutien politique à leur cause.

Jocelyne Adriant-Mebtoul connaît bien, elle aussi, la diplomatie féministe française. Elle est d’ailleurs en charge de son évaluation au HCE, et peut à ce titre, faire quelques conclusions : malgré une volonté politique affirmée, la diplomatie féministe française manque de moyens financiers et humains. Elle doit se doter de moyens à la hauteur de ses ambitions. Selon le HCE, les ambitions de la diplomatie française doivent par exemple être :

- la dotation d’une approche transformative, c’est-à-dire d’abolir les structures inégalitaires du patriarcat de façon pérenne
- l’affirmation d’une solidarité avec les femmes en lutte pour leurs droits et leur liberté (Iran, Afghanistan...)
- ...

Pour atteindre ces ambitions, la diplomatie féministe doit infuser dans d’autres ministères que le seul ministère des affaires étrangères. Elle doit également être une clé de lecture de tous les ministères qui sont influencés par le monde et qui l’influencent en retour ; le ministère de l’économie et des finances, la culture, les armées...



Selon Mounia Chadi, la diplomatie féministe permet de faire progresser l'empowerment des femmes à travers les politiques d'aides au développement. Toutefois, en fonction de la définition que l'on associe à l'empowerment dans les politiques de développement, il peut se jouer des enjeux très différents ; il faut, selon elle, éviter une vision "économiste", de gestion de la pauvreté et basée sur l'individuelle. A l'inverse, il faut encourager une vision transformative qui permet de faire générer l'empowerment "par le bas" afin qu'il ruisselle dans toutes les structures des populations bénéficiaires de l'aide au développement.

Cet argument est appuyé par Céline Mas, qui rappelle l'importance de la consultation des populations dans l'aide au développement dans le cadre d'une diplomatie féministe. Cette logique consultative doit consacrer une place importante à l'expérience des femmes, comprendre leur vécu et les violences afin d'adresser une politique effective. Toutefois, des indicateurs et des politiques d'évaluations sont indispensables pour savoir si les politiques sont effectives. C'est par ailleurs le revers de la dimension protéiforme de la notion de "diplomatie féministe" ; si cela permet de l'adapter à tous les pays en fonction des situations géopolitiques, cela empêche de fait une harmonisation de l'évaluation et met en péril le principe de redevabilité des politiques extérieures.

Dans ce cadre, les députés nationaux ont également leur rôle à jouer. Mireille Clapot est co-rapporteuse du rapport d'information : "100 propositions parlementaires pour une diplomatie féministe" (2018) : il met notamment en avant l'importance d'avoir une diplomatie féministe inclusive et écologique. En effet, une diplomatie féministe est une diplomatie tournée vers l'avenir et arborant l'ensemble des enjeux de notre monde contemporain. Encore une fois, la conception de la diplomatie féministe est celle d'une diplomatie globale qui n'isole pas les droits des femmes mais au contraire qui les politise en les intégrant dans l'ensemble des domaines stratégiques et d'avenir.

En conclusion, cette conférence a permis de montrer que la diplomatie féministe n'est pas qu'un concept mais également une méthode de politique étrangère inclusive, ambitieuse et portée vers l'avenir. Elle s'impose à de plus en plus de pays qui souhaitent se présenter au monde comme pionnier dans la lutte féministe mais également accompagner les autres pays dans cette lutte.



# ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

## CANADA

### Les joueuses de l'équipe de Football féminin gagnent l'égalité salariale

**U**n mois après avoir lancé un mouvement de grève, l'équipe nationale de football féminin remporte ce qu'elle était venue chercher : l'égalité salariale.

Leur récente victoire vaut de l'or puisqu'un accord de parité salariale a finalement été proposé par la Fédération de soccer canadienne. Dans un récent communiqué, cette dernière propose une mise en commun des revenus dégagés lors des participations aux Coupes du monde et une répartition égale des gains entre les deux équipes. Elle établit également une parité de rémunération entre les sélections nationales hommes et femmes. Ainsi, l'équipe deviendrait la deuxième équipe féminine la mieux payée au monde, parmi les 211 présentes au sein de la Fifa.

Deux semaines plus tôt, le président de cette même Fédération, Nick Bontis, avait démissionné, laissant derrière lui une volonté de "changement". Il a donc montré son soutien aux revendications des joueuses dans leurs luttes vers un meilleur financement et l'obtention d'une parité salariale.

Pourtant, leur méthode de lutte n'a pas été si appréciée par la Fédération. En effet, l'Association Canadienne de Soccer a menacé l'équipe de sanctions disciplinaires et d'actions en justice si elle ne reprenait pas ses matchs et entraînements en préparation de la Coupe du monde de cet été. La grève étant dénoncée comme illégale, les joueuses ont finalement été contraintes de stopper leur action.



Pour la Capitaine de l'équipe, Christine Sinclair, cette décision ne représentait qu'une défaite mais pas la fin de la bataille. Une bataille entreprise depuis plus d'un an qui, aujourd'hui, a fini par porter ses fruits. En 2021, elle dénonçait déjà sur ses réseaux sociaux un écart de dépenses très important entre celles accordées à l'équipe masculine (11 millions de dollars canadiens) et celles accordées à l'équipe féminine (5 millions)

. Pourtant, le talent des joueuses rapporte gros à la Fédération : huitième sur le classement FIFA de 2020 et une médaille d'or Olympique en 2021.

Aujourd'hui, la bataille est sur le point d'être gagnée. Bien que la proposition ne soit qu'un "accord de principe", le mouvement de crise déclenché par la grève des joueuses et la démission du président de la Fédération a tout de même permis une belle avancée vers l'égalité salariale. Prochaine étape : sa mise en œuvre concrète.

Sources :

*TV5Monde "Football féminin : les joueuses canadiennes gagnent l'égalité salariale", 11 février 2023.*

*Le Parisien, "Football : la Fédération canadienne consent à un accord pour l'égalité femmes-hommes", 3 mars 2023.*

# ACTUS CULTURELLES

**Le documentaire “Afghanes” produit par Solène Chalvon-Fioriti a été diffusé ce 12 mars sur France 5. La reporter a dû quitter l’Afghanistan car les Talibans n’ont pas renouvelé ses accréditations journalistiques. Avec les différentes images qu’elle a emportées avec elle, Solène Chalvon-Fioriti réalise un “récit au féminin” de la situation en Afghanistan.**

On y entend quatre générations : des petites filles conscientes qu’elles ont été vendues et des femmes âgées qui ont connu les avancées majeures pour les droits des femmes de 1960. On comprend aussi les disparités géographiques, notamment entre les villages et les villes, le Nord et le Sud.

On découvre plusieurs formes de résistance. Il perdure environ dix mille classes secrètes qui éduquent les jeunes filles ; les Talibans, qui connaissent l’existence de ces écoles clandestines, n’ont pas encore décidé de les fermer. Une autre forme de résistance, plus médiatisée, est celle de la protestation dans la rue. La répression policière est souvent ferme, violente, meurtrière. Il y a aussi la résistance par le travail, continuer de travailler et d’embaucher des femmes pour les faire échapper à la pauvreté. Mais toutes ces formes de résistance au régime taliban ne permettent pas de résorber la violence systémique qui règne dans le pays.

Dès les premières secondes de leur vie, les filles sont disqualifiées. Le reportage montre comment les belles-mère incarnent une forme de puissance, une forme d’oppression parfois, afin de s’assurer de “l’honneur de la famille”. Les femmes qui accouchent ne peuvent pas crier, doivent se cacher pour avoir mal. Si elles accouchent d’une fille, une forme de déception se fait savoir, une forme de négation, ou de soulagement quand il y a déjà un garçon dans la famille. Les nourrissons de sexe féminin et les petites filles sont plus souvent malnutries, reçoivent moins de soin que leurs frères. Elles sont vendues parfois : c’est le cas de ces deux petites filles qui savent déjà très tôt l’avenir qui les attend. 30 000 afghanes, 300 euros, c’est le prix de leur vie.

Les talibans n’ont pas le monopole de la violence. Dans le reportage, on observe une scène de lapidation ; les châtiments corporels sont toujours infligés aux femmes jugées dans les Assemblées tribales.

Le documentaire permet également de faire un retour sur l’histoire de l’Afghanistan, des années 1960 à nos jours, en passant par la République afghane soutenue par le régime communiste et les guerres moudjahidines. L’histoire afghane est donc faite d’avancées importantes pour les droits des femmes, mais également de reculs terrifiants. C’est également l’histoire d’une population qui vit à deux vitesses, entre les villes et les campagnes.

Comme l'indique la voix de la reporter, "la cible prioritaire, c'est le corps des Afghanes". A travers ce récit de femmes, on comprend que les menaces sont multiples, les violences sont partout ; les talibans ont exacerbé des violences déjà présentes.

Ce documentaire laisse la parole aux femmes afghanes, conteuses de leur expérience. Dans une époque où elles sont cantonnées au privé et condamnées à se cacher, ce documentaire leur permet de se livrer au monde et à visage découvert.



© "Afghanes", Solène Chalvon-Fioriti

COUP DE PROJECTEUR SUR...



# LES VOIX DE BUENAVENTURA

L'association Agir ensemble pour les droits humains et le réseau France-Colombie Solidarités ont organisé ce mercredi 13 mars une rencontre avec trois femmes originaires de Buenaventura, en Colombie. Ces trois actrices de la paix sont en France dans le cadre d'une "tournee de plaidoyer", qui poursuit sa route vers Lyon, Genève, Bruxelles et Bogota.

Buenaventura loge le port le plus important de Colombie, et est considérée comme l'une des villes les plus dangereuses du pays. En effet, pas moins de 9 groupes armés sont présents sur le territoire. Ils se disputent le territoire en installant un régime de la terreur basé sur le narcotrafic, la corruption et l'oppression des hommes sur les femmes. La loi du silence permet l'impunité, puisque seuls 21% des homicides sont résolus.

Buenaventura est donc au cœur du conflit armé qui sévit en Colombie depuis les années 1950. Malgré un accord de paix signé avec la guérilla FARC en 2016, la violence fait toujours rage à Buenaventura, en impactant de façon disproportionnée les femmes et les enfants, en majorité afro-descendant·es et indigènes.

En effet, les femmes subissent des violences spécifiques, notamment sexuelles, sexistes et reproductives. Leur corps sont un terrain de guerre, un corps qu'elles ne possèdent plus. Les violences sexuelles deviennent une stratégie afin de torturer et diviser les femmes et les communautés. A Buenaventura, les femmes, notamment les femmes indigènes, sont les premières victimes des déplacements forcés ; elles sont alors victimes non seulement d'un déracinement culturel (perte de la cosmovision notamment), mais également d'une perte d'accès aux plantes médicinales traditionnelles. Les déplacements forcés mettent également en péril la pérennité de leur langue maternelle et de façon générale, leur santé physique et mentale.

Le modèle patriarcal exacerbé par les violences de guerre touche particulièrement les mineur·es ; les enfants grandissent en normalisant la violence, notamment celle des hommes sur les femmes. Les enfants sont, de surcroît, victimes d'un manque d'accès à la culture et aux loisirs, en plus d'opportunités professionnelles et scolaires très restreintes, ce qui les pousse à opter pour se mettre au service des groupes armés. A Buenaventura, cela concerne la moitié des jeunes. Les jeunes filles sont elles aussi victimes de recrutement forcés, de kidnapping et de prostitution.

Des associations locales à l'instar de Taller abierto organisent des ateliers avec les jeunes de Buenaventura afin de faire cesser le cycle de la violence et recoudre le tissu social. Ces ateliers ont pour objectif de "conscientiser" la violence, c'est-à-dire de mettre un terme à sa banalisation dans le contexte de Buenaventura. En effet, les mineur-es de Buenaventura n'ont jamais connu la paix, et certaines violences, à l'instar des violences sexistes et sexuelles, sont normalisées. La première étape est donc de donner des outils juridiques pour comprendre le spectre des violences. Ces ateliers permettent en outre de véhiculer des messages de paix à travers l'art ; la danse, la musique, le théâtre... Par ce travail de pédagogie, Taller Abierto entend former des leaders et leadeuses de la paix qui transmettront à leur tour les valeurs de paix, cohabitation et non-violence.

Toutefois, les associations partenaires du projet alertent sur le fait que les associations locales seules ne pourront pas sauver Buenaventura et ses habitant-es. En effet, bien que la ville ait été choisie pour être pilote du projet de "paix totale" du nouveau président Pedro, les politiques publiques ne pourront être effectives qu'en investissant massivement dans des structures éducatives, sociales, culturelles et de santé. En travaillant sur un plaidoyer multi niveaux - local, national, européen et international -, les organisations partenaires soutiennent les femmes et les jeunes de Buenaventura en leur promettant que la violence n'est pas une fatalité.

Sources :

*Site internet de Irène Dresel*

*Dure vie, "Irène Drésel devient la première compositrice à remporter le César de la meilleure musique originale", 27 février 2023.*